### Macintosh HD:Users:asspromo4:Desktop:Amnesty International:LOGOS:CHARTE GRAPHIQUE:LOGO_YELLOW_PRINT.jpg

### DcoD LE MONDE

**Chaque mois, un sujet lié à l’actualité des droits humains ou à l’évolution de nos sociétés, à discuter dans votre groupe Amnesty**

**FÉVRIER - Les ventes d’armes à l’Arabie Saoudite**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

### Et si le royaume wahhabite s’écroulait ?

**Riyad, accusé entre autres de financer les djihadistes, est devenu l’objet de toutes les haines occidentales. Mais la chute du régime pourrait se révéler catastrophique, craignent les diplomates.**

Quelque chose est en train de changer dans les relations de l’Occident avec l’Arabie Saoudite. On peut le lire dans ses journaux, l’entendre chez ses politiciens et le voir dans sa nouvelle politique. Les articles hostiles aux Saoudiens sont aujourd’hui monnaie courante dans la presse occidentale. Le 6 décembre 2015, un éditorial de l’Observer dénonçait les relations du Royaume-Uni avec l’Arabie Saoudite comme “une alliance peu glorieuse mettant notre sécurité en danger”.

Deux jours plus tôt, la BBC avait publié un article soulignant la “vague d’exécutions sans précédent” qui avait lieu dans ce pays. Et en septembre 2015 Thomas Friedman, le chroniqueur sans doute le plus influent des Etats-Unis, qualifiait le groupe terroriste Daech de “créature idéologique” de Riyad.

Les politiciens font des déclarations similaires.

Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand, a accusé l’Arabie Saoudite de financer l’extrémisme islamiste en Occident. “Nous devons bien faire comprendre aux Saoudiens que le temps où nous fermions les yeux est révolu”, a-t-il souligné. Au Royaume- Uni, lord Ashdown, ancien chef des Libéraux- Démocrates, a appelé à une investigation sur le “financement du djihadisme” en Grande-Bretagne en dénonçant les Saoudiens.

L’effet du schiste. Cette concentration de l’attention sur l’Arabie Saoudite est due en grande partie à l’essor de Daech. Les dirigeants occidentaux savent que la bataille contre le djihadisme est tout aussi idéologique que militaire. Pour expliquer la vision du monde de l’organisation terroriste, ils se tournent de plus en plus vers la doctrine wahhabite des autorités religieuses saoudiennes.

D’autres facteurs peuvent expliquer l’affaiblissement de l’influence saoudienne en Occident. Tout d’abord, la “révolution du schiste” aux Etats-Unis a rendu l’Occident moins tributaire du pétrole saoudien. Ensuite, en braquant les projecteurs sur la politique extérieure de Riyad, la crise du Moyen- Orient a mis en évidence le nombre important de victimes civiles qu’a fait l’intervention militaire de Riyad au Yémen. Mais ces critiques n’ont engendré que de modestes aménagements de la politique occidentale. Pour les Saoudiens, le changement le plus alarmant a été la détermination du président Obama à conclure un accord nucléaire avec l’Iran en dépit de la farouche opposition de Riyad.

Les détracteurs occidentaux du régime saoudien souhaitent que leurs pays ne prennent plus de gants avec Riyad. Ils reprochent aux gouvernements britannique et américain d’être les esclaves de l’argent saoudien. C’est ainsi que lord Ashdown a dénoncé l’influence de “riches individus du Golfe” sur la politique britannique. L’Arabie Saoudite reste par ailleurs un marché crucial pour les fabricants d’armes occidentaux. Au cours des dix-huit derniers mois, les Etats-Unis ont approuvé la vente de plus de 24 milliards de dollars d’armes à Riyad.

La poursuite de la coopération occidentale avec l’Arabie Saoudite s’impose aussi pour des raisons qui n’ont pas grand-chose à voir avec l’argent. Ces cinq dernières années, on a vu que, lorsque de mauvais gouvernements étaient écartés du pouvoir au Moyen-Orient, ils étaient souvent remplacés par des entités bien pires. En Arabie Saoudite, les plus grands opposants à la monarchie au pouvoir ne sont pas des progressistes mais des islamistes radicaux.

L’Occident vit dans la peur que l’Arabie Saoudite ne devienne un autre Etat à la dérive. “Si l’on se débarrasse de la maison des Saoud, dans six mois on pleurera pour qu’ils reviennent”, met en garde un haut diplomate britannique.

La relation de Riyad avec le djihadisme est également complexe. Il est vrai que les islamistes saoudiens ont fourni un soutien idéologique et parfois financier aux djihadistes du monde entier, mais il est tout aussi vrai que la famille royale est ellemême la cible de Daech et d’Al-Qaida. En même temps, les renseignements fournis par les Saoudiens ont été essentiels pour déjouer des complots terroristes en Occident. Comme le souligne un responsable occidental du contre-terrorisme, “les Saoudiens sont parfois la source du problème, mais ils sont aussi son meilleur antidote”.

Certains stratèges occidentaux rêvent d’en finir avec l’alliance saoudienne pour se rapprocher de l’Iran. Dans la pratique, une alliance occidentale avec l’Iran demeure une perspective lointaine. Non seulement rien ne garantit que des “modérés” s’emparent du pouvoir à Téhéran, mais l’Iran continue à ravitailler des groupes armés radicaux et à déstabiliser des pays voisins. Une alliance avec la plus grande puissance chiite risquerait en outre de couper l’Occident des musulmans sunnites, lesquels iraient grossir les rangs de Daech. Mais reconnaître que l’Occident conserve de bonnes raisons de coopérer avec l’Arabie Saoudite ne veut pas dire que rien ne doit changer. La question à propos de laquelle il doit faire pression sur les Saoudiens est la tolérance religieuse. Il y a quelque chose de terriblement lâche dans l’attitude occidentale vis-à-vis de la monarchie saoudienne. Peut-être le temps est-il venu de contraindre les Saoudiens à faire un choix : soit ils autorisent l’ouverture d’églises et de synagogues sur leur sol, soit ils perdent la possibilité de financer des mosquées en Occident.

(Article paru dans *Libération*)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

### Les armes wallonnes et l’Arabie saoudite.

**Alors que l’économique prime toujours sur l’éthique, il faut oser et innover. Ce n’est pas parce que des armes sont dites « légères », que leur gestion doit être entachée du même qualificatif.**  
  
Les armes légères, « armes de destruction massive » d’après l’ancien Secrétaire Général des Nations-Unies Kofi Annan, tuent en effet plus de 500.000 personnes chaque année. Près de cinq fois une ville comme Namur. D’où viennent à nouveau de se faire entendre les tentatives de légitimation de la vente d’armes de la Wallonie[[1]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftn1) à des régimes très peu enviables. On pense notamment à l’Arabie saoudite qui vient d’exécuter 47 opposants politiques et dont les responsabilités dans l’instabilité régionale noircissent régulièrement les pages de nos quotidiens.  
  
  
Les exportations d’armes légères de la Région wallonne, qu’on le veuille ou non, représentent une part non-négligeable des 8.000.000 de ce type d’armes qui sont produites dans le monde chaque année. Des quelque 875 millions d’armes légères en circulation dans le monde, 75% sont aux mains de civils[[2]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftn2), chiffre venant battre en brèche l’argument fallacieux selon lequel les armes sont toutes produites pour les besoins des forces armées et de police. Cette réalité oblige à la tempérance et à la mise en perspective des intérêts économiques, par ailleurs souvent largement surestimés. Ces arguments ne sont, quoi qu’il arrive, acceptables que s’ils prennent toute la mesure du phénomène et de ses dramatiques conséquences : décès, déplacements massifs de population, perpétuation des conflits armés, caducité des accords de paix, répression étatique, violences domestiques, guérillas urbaines, entretien de la pauvreté, etc.  
  
  
S’agissant de l’Arabie saoudite, une Résolution de la Chambre a été adoptée à l’unanimité le 18 juin dernier, lors de l’annonce de la sentence de 1000 coups de fouet envers le blogueur saoudien Raif Badawi. Cette Résolution rappelle que « l’Arabie Saoudite demeure un régime profondément antidémocratique qui réprime durement toute opinion dissidente (…), qui relègue les minorités religieuses au rang de citoyens de deuxième ordre et qui applique intensivement la peine de mort et les châtiments corporels ». Partant de ce constat, la Résolution demande timidement au Gouvernement de « mener uneréflexion approfondie (sic) sur nos relations (…) avec l’Arabie saoudite, à la lumière du terrible bilan de ce régime en matière de droits de l’homme et de libertés fondamentales (…) mais également au vu du rôle de certains responsables saoudiens dans le financement du terrorisme international ».  
  
  
Un « terrible bilan » qui fait pourtant une nouvelle fois l’impasse sur le fait que 34% des exportations wallonnes d’armes légères sont destinées à ce « régime profondément antidémocratique ». Bien sûr, nous connaissons le sempiternel argument consistant à dire que les clients, enviables ou pas, trouveront quoi qu’il arrive vendeurs. Cet argument doit être attaqué avec la plus grande vigueur. Il est de même nature que celui qui empêche l’évolution positive de la protection sociale sous prétexte de menaces de délocalisation.  
  
  
Par contre, quelle n’est pas notre surprise, cette fois, d’entendre que les exportations d’armes wallonnes « sont des décisions européennes » et que le Ministre Président wallon, ancien spécialiste académique de la construction européenne, « a été le premier » à demander à l’Union européenne de revoir sa copie. Monsieur Magnette est en tout cas le premier à savoir la malhonnêteté de ses propos. L’exécutif wallon décide seul vers où il veut exporter ses armes. Et il le fait en toute illégalité en regard de la législation européenne qui vise, depuis 2008, « à empêcher les exportations d’équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d’agression internationale, ou contribuer à l’instabilité régionale »[[3]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftn3).   
  
  
En 2012, la Région wallonne a adopté un nouveau cadre pour l’octroi des licences d’exportations d’armes, rappelant à cet effet que « le développement économique ne peut faire fi des exigences éthiques et des droits fondamentaux à préserver »[[4]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftn4). Une profession de foi face à un secteur florissant, dont les bénéfices après impôt ont augmenté de 620% depuis l’année 2000. Quatre ans après, pourtant, le développement économique du secteur wallon de l’armement continue ostentatoirement de mépriser ces exigences éthiques et démontre le caractère apparemment indépassable de cette logique.  
  
  
L’observation quotidienne de la destruction causées par les armes, wallonnes et autres, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la Péninsule arabique (avec désormais des répercussions jusque dans nos quartiers) commande pourtant d’avancer de nouvelles pistes novatrices. Celles-ci, manifestement, ne viendront pas du (des) Gouvernement(s) wallon(s), qui assume à demi-mot ses responsabilités dans l’approfondissement des violences et de l’instabilité. C’est pourquoi nous appelons les syndicats à travailler ensemble, sérieusement et sereinement, à envisager des pistes pour la reconversion des entreprises wallonnes d’armement. Nous entendons bien sûr les gloussements des « rationalistes » qui savent, comme nous, la masse monétaire charriée par la vente d’armes. Nous devons pourtant d’abord retenir que nous vivons dans un monde surarmé et de plus en plus violent et que nous sommes tous responsables collectivement et individuellement de cet état de fait. Ce ne sont ni la lâcheté, ni le cynisme qui nous permettront d’assumer nos responsabilités dans l’édification d’un monde meilleur, plus juste et plus sûr.  
  
  
**Naïma Regueras, Présidente de la CNAPD\*.**  
\*La Coordination Nationale d’Action pour la Paix et la Démocratie est une coordination pluraliste d’organisations de jeunesse et de mouvements d’éducation permanente progressistes, active en communauté française depuis 1970.  
  
[[1]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftnref1) Cf. l’interview de Paul Magnet sur Bel RTL : <http://www.rtl.be/videos/video/562964.aspx>  
[[2]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftnref2) Source : IANSA, « Gun Violence : The Global Crisis » - [www.iansa.org](http://www.iansa.org/)  
[[3]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftnref3) Position commune 2008/944/PESC du Conseil de l’Union européenne, du 8 décembre 2008, définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d’équipements militaires  
[[4]](http://www.cnapd.be/Les-armes-wallonnes-et-l-Arabie-saoudite.html#_ftnref4) Déclaration de politique régionale, « Une énergie partagée pour une société humaine, durable et solidaire », p.57

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

### « Si tout le monde aide une dictature, pourquoi pas nous ? »

**Une des fonctions essentielles d’un État démocratique est de protéger ses citoyens. Il doit garantir la sécurité de toutes et de tous, notamment dans des périodes troublées comme celle que nous connaissons actuellement. Pour ce faire, il doit mettre en place des politiques de renseignement, de prévention, voire d’espionnage, qui permettent d’étouffer dans l’oeuf les attentats contre les institutions et les citoyens (tout en respectant, bien entendu, les droits fondamentaux qu’il s’est engagé à garantir). Il doit aussi se donner les moyens de répliquer aux attaques éventuelles si elles ne peuvent être prévenues. Et pour cela, il faut des outils, des armes de qualité.**

La Wallonie a une longue tradition, précisément, en la matière. Malgré une gestion parfois cahotique, des entreprises d’état comme la FN ont su préserver les compétences de leurs travailleurs et rester concurrentielles — du moins sur le plan technique— sur un marché de l’armement particulièrement difficile. La Région peut donc jouer un rôle important en fournissant — littéralement — les armes nécessaires aux démocraties pour se défendre et en même temps garantir l’emploi de plusieurs milliers d’ouvriers et d’employés.



Là où les choses se compliquent, bien entendu, c’est lorsque la clientèle de nos entreprises ne vise pas à défendre les droits de ses citoyens, mais plutôt les avantages de dictatures ou encore intervient militairement à l’étranger sans respecter les règles de base du droit humanitaire. Les organisations syndicales internationales, tout comme les ONG de défense des droits humains, dénoncent depuis longtemps ces pays qui traitent leurs femmes comme des sous-humains, interdisent toute représentation syndicale, emprisonnent et torturent leurs militants, favorisent l’esclavage, décapitent et mutilent leurs opposants.

Les citoyens européens ont donc obtenu depuis 2008 qu’une Position Commune soit adoptée au niveau de l’Union européenne afin de réglementer les ventes d’armes et d’éviter ainsi de participer activement à des violations des droits humains ou à des crimes de guerre. Les citoyens wallons —d’ailleurs propriétaires d’entreprises comme la FN— ont aussi vu avec satisfaction que leurs élus adoptaient en 2012 un décret définissant les règles d’attributions de licences de vente d’armement. Il faudra attendre 2013 pour voir les Nations unies adopter elles aussi un traité mondial sur les armes légères, immédiatement signé par la Belgique.

Ces règles visent toutes la même chose : éviter de contribuer aux violations des droits humains, ou aux crimes de guerre. Le décret wallon est très clair dans son deuxième critère :

*“(…)  
Après avoir évalué l’attitude du pays destinataire à l’égard des principes énoncés en la matière dans les instruments internationaux concernant les droits de l’homme, le Gouvernement :  
a) refuse la licence d’exportation s’il existe un risque manifeste que la technologie ou les équipements militaires dont l’exportation est envisagée servent à la répression interne (…)  
La répression interne comprend, entre autres, la torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains et dégradants, les exécutions sommaires ou arbitraires, les disparitions, les détentions arbitraires et les autres violations graves des droits de l’homme et des libertés fondamentales (…).”*

### TOUS LES CRITÈRES DU DÉCRET

Et c’est bien ce qui nous préoccupe avec l’Arabie Saoudite, le principal client en 2014 de la Wallonie (plus de 3 milliards de contrats), tel que cela apparaît dans le rapport 2014 du gouvernement wallon au parlement wallon.  
Car ce pays rassemble tous les critères définis dans le Décret [[1](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb1)] : interdiction des syndicats [[2](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb2)], interdiction de tout rassemblement depuis 2011, répression des manifestations, tortures et mauvais traitements, exécutions arbitraires, refus d’à peu près tous les droits aux femmes, bombardements au Yemen visant des cibles civiles et à l’aide de bombes à sous-munitions (interdites par le droit international [[3](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb3)]), autant de pratiques qui ne peuvent que soulever le coeur des militants et des citoyens.

Une partie des armes que nous fournissons au pouvoir saoudien sont destinées apparemment à la police et aux forces de sécurité, celles-là même qui répriment toute expression divergente et encadrent les décapitations et crucifixions sur les places publiques. Quelles garanties avons-nous que les armes fournies ne seront pas utilisées pour commettre des violations des droits humains et surtout ne seront pas envoyées en Syrie ou au Yémen pour soutenir des milices locales, alors que les intentions des Saoudiens semblent claires en la matière [[4](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb4)] ? L’usage par Daesh de fusils FAL vendus fin des années 70 au Qatar montre la “flexibilité” de l’usage de ces armes [[5](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb5)]. Enfin, la fourniture de blindés et de canons via le Canada aux Saoudiens pourrait contribuer à terme à des crimes de guerre, si Ryad décidait de les utiliser au Yémen.

### “SI CE N’EST PAS NOUS QUI VENDONS CES ARMES, D’AUTRES LE FERONT”.

C’est un argument que l’on entend régulièrement et qui ne tient pas compte bien entendu des règles qui ont été fixées au niveau mondial, européen et régional. Si d’autres pays ne respectent pas ces réglementations, il nous revient de les interpeller et de faire usage des mécanismes ad hoc. Mais ce n’est certainement pas une raison pour se faire complices de régimes qui violent tous les droits de leurs travailleurs/euses et décapitent leurs opposants pacifiques.

Des armes wallonnes ont été livrées en 2009 à la Libye, malgré nos recommandations. Aujourd’hui, personne ne peut nous dire où elles se trouvent. Certaines (FN 2000) ont été retrouvées, cependant, aux mains de brigadistes d’al-Quds [[6](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb6)], à Gaza ; d’autres ont servi plus que probablement à Al-Quaida [[7](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nb7)] et circulent donc encore.

On le voit : quand on joue avec les armes, il faut être prudent. Les revendications d’Amnesty International et des autres organisations de défense des droits humains ne visent pas l’arrêt de la production d’armes en Wallonie (ni d’ailleurs de tout commerce avec des pays comme l’Arabie Saoudite). Mais c’est un appel à nos dirigeants, afin qu’ils appliquent le décret wallon, tout simplement. C’est aussi un appel aux travailleurs wallons, afin qu’ils se montrent solidaires des travailleurs, hommes, femmes et enfants, qui risquent de mourir tués par les armes qu’ils auront fabriquées. Les syndicats belges se sont battus pendant des années pour se voir garantir leurs droits essentiels. Il est temps de soutenir celles et ceux qui font de même aujourd’hui ailleurs.

Philippe Hensmans, Directeur d’Amnesty International Belgique francophone

## NOTES

[[1](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh1)] <http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/rapports-annuels/rapport-annuel-2014-2015/moyen-orient-et-afrique-du-nord-2249/article/arabie-saoudite-24008>

[[2](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh2)] <http://www.ituc-csi.org/arabie-saoudite-interdiction-des.html>

[[3](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh3)] <http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/actualites/article/les-enfants-premieres-victimes-des-bombardement>

[[4](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh4)] <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/l-arabie-saoudite-aurait-commence-armer-les-rebelles-syriens-125439>

[[5](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh5)] <http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/actualites/article/irak-25-pays-fournissent-des-armes-a-l-etat-islamique>

[[6](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh6)] <http://www.grip.org/fr/node/601>

[[7](http://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/nos-blogs/le-blog-de-philippe-hensmans/article/si-tout-le-monde-aide-une-dictature-pourquoi-pas-nous#nh7)] <http://www.ocregister.com/letters/attack-635074-air-pollution.html>